

Messieurs les Ministres,

Cher Laurent Fabius, Cher Børge Brende

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je suis très heureux de vous accueillir ici, dans cette Maison des océans qui depuis sa création par mon trisaïeul il y a plus d'un siècle a souvent réuni des défenseurs de l'Arctique.

Je partage bien entendu l'essentiel de ce que vous venez de dire, et je ne peux qu'approuver votre détermination à préserver l'Arctique des dangers qui le menacent.

Alors que nous préparons ensemble l'échéance majeure que sera, à la fin de cette année, la Conférence Paris-Climat, il est essentiel de s'accorder sur de tels objectifs. Et je remercie une fois de plus le Gouvernement français, à travers vous, cher Laurent Fabius, de sa détermination à faire de ce rendez-vous un succès.

Afin de compléter cette introduction aux travaux de la journée, je voudrais prolonger les propos qui ont été tenus en partant d'une expérience plus personnelle.

Arrière-arrière petit-fils du Prince Albert Ier, qui en plus de fonder cette Maison des océans fut un explorateur et un défenseur passionné de l'Arctique, j'ai été dès mon plus jeune âge sensibilisé au destin de cette région exceptionnelle – et, plus largement, au destin des deux zones polaires...

Fidèle à son esprit de découverte et d'exploration, j'ai personnellement relié le Pôle Nord, après une première mission au Svalbard, par un périple qui m'a profondément marqué.

Souverain d'un Etat très concerné par les enjeux environnementaux, je me suis investi depuis longtemps dans de nombreuses instances internationales où l'avenir de ces régions peut être évoqué.

Et, Président d'une Fondation dédiée notamment à la préservation de l'environnement en particulier dans les régions polaires, je suis régulièrement amené à me rendre au-delà du cercle polaire, que ce soit pour y rencontrer des populations autochtones, y suivre des initiatives locales que nous soutenons, ou y participer à des conférences, comme je l'ai fait chez vous à Tromsø en janvier dernier, cher Børge Brende.

C'est au nom de cette expérience multiple, à la fois humaine, scientifique et politique, que je voudrais aujourd'hui témoigner devant vous.

Et ce que je voudrais vous dire d'abord, c'est que le réchauffement climatique, en Arctique, est d'ores et déjà une réalité. Marchant sur les traces de mon trisaïeul, j'ai pu moi-même constater à quel point les paysages que je traversais n'étaient plus ceux qu'il avait connus.

Vue d'ici, cette évolution peut sembler secondaire ou anecdotique. Il s'agit en réalité d'un bouleversement majeur, qui est survenu en un siècle à peine. Car les glaciers du Spitzberg, dont vous pouvez voir sur ces photos le retrait, sont d'une échelle immense, et l'on peine à croire qu'ils aient pu en un siècle évoluer si profondément.

Or, ce bouleversement, ce sont les hommes qui en sont les premiers responsables, et ce sont les hommes qui en sont aussi les premières victimes.

Ces victimes, je les ai rencontrées, dans le Nord du Canada, par exemple, ces populations du Nunavut et du Nord-Québec confrontées à la fonte du permafrost et aux bouleversements parfois irrémédiables de leur cadre de vie, qui entraînent des destructions majeures dans leur habitat et leurs infrastructures.

Je suis allé à leur rencontre en Laponie, ces victimes du réchauffement arctique, éleveurs de rennes confrontés à la modification sans précédent de l'écosystème dont ils tirent leur subsistance depuis des siècles.

Je les ai écoutées en Norvège, dans l'Université de Kautokeino où des jeunes issus des populations autochtones étudient pour assimiler les règles de notre monde, pour pouvoir y décider librement de leur sort, et s'adapter aux bouleversements auxquels ils font face.

Pour tous ces hommes et ces femmes, le réchauffement est en effet inséparable de l'ouverture de nouvelles routes, de l'apparition d'exploitations nouvelles, et des bouleversements économiques, sociaux et environnementaux qui en découlent. Certains de ces bouleversements peuvent être bénéfiques, sans doute, mais beaucoup ont des conséquences négatives que nous ne pouvons ignorer.

C'est pourquoi nous devons comprendre que le réchauffement climatique est un problème humain avant d'être un problème technique – en Arctique comme ailleurs, et en Arctique plus qu'ailleurs, car en Arctique il est vous le savez plus précoce et plus rapide...

Mais nous savons déjà que les dommages constatés en Arctique affecteront bientôt le reste de la Planète si rien n'est fait pour les combattre.

C'est pourquoi il est essentiel de nous mobiliser pour l'Arctique, comme nous le faisons ici. Et il est essentiel de le faire de manière efficace, rapide, concertée. Pour cela, nous disposons de trois leviers principaux.

Le premier est celui des enceintes internationales. Si les Etats riverains de l'Arctique ont bien entendu une légitimité particulière à se préoccuper de l'avenir de la région, nous savons tous que cet enjeu va au-delà et concerne l'humanité tout entière.

L'engagement ancien de la France dont vous avez témoigné, M. le Ministre, et que Michel Rocard, ambassadeur pour les pôles, auquel je tiens à rendre hommage, incarne depuis 2009, témoigne de la capacité des grands pays d'autres régions à s'investir pour le bien de l'Arctique.

Et l'intérêt que de plus en plus d'Etats manifestent pour les travaux du Conseil de l'Arctique, doit en cela être considéré comme un élément positif, signe d'une préoccupation de plus en plus partagée à travers le monde .

Cette préoccupation entraîne pour tous des responsabilités nouvelles. Elles passent bien sûr notamment par le succès des négociations sur le réchauffement climatique auxquelles nous travaillons tous en ce moment.

Mais elles passent aussi par des actions plus spécifiques, en particulier une nécessaire évolution du droit de la haute mer qui doit être mieux protégée, aussi bien des velléités d'exploitation commerciale que des périls plus vastes, liés notamment au réchauffement climatique. Le travail actuellement conduit aux Nations unies sur la biodiversité en haute mer doit à ce titre être soutenu, notamment pour les opportunités qu'il devrait offrir en termes d'aires marines protégées, en tout premier lieu en Arctique.

Le second levier dont il nous faut user pour préserver l'Arctique, c'est celui des entreprises, que nous devons convaincre d'assurer un développement économique, mais aussi social, qui soit parfaitement maîtrisé. Nous devons les convaincre de renoncer si nécessaire à certaines exploitations en Arctique, notamment d'hydrocarbures liquides, lorsqu'elles présentent trop de risques.

Notre devoir est en effet avant tout aujourd'hui d'inciter à une transition énergétique allant vers une économie décarbonée, seule à même de nous libérer d'une fuite en avant dans le pétrole. C'est cette fuite en avant qui menace aujourd'hui notamment l'Arctique, à la fois indirectement par les émissions de gaz à effet de serre responsables de l'accélération du

réchauffement, et directement par les dangers de pollutions, dont la catastrophe de l'Exxon Valdez en Alaska nous a naguère montré la gravité.

La responsabilité d'agir, encore une fois, incombe bien sûr tout d'abord aux Etats riverains. Mais l'exemple du Traité concernant le Spitzberg, il y a près d'un siècle, nous rappelle que le développement mais aussi, la préservation d'une région importante peut utilement se faire dans un cadre multilatéral . Ce traité dont je rappellerai au passage que Monaco est partie depuis 1925, ne mentionne il pas dans son article 2 des préoccupations environnementales, en évoquant « la conservation et la reconstitution de la faune et de la flore dans ces régions,et,leurs eaux territoriales » ?

Et je crois que tous les Etats doivent aussi jouer un rôle auprès de leurs entreprises. Je me félicite à cet égard qu'un grand groupe français, Total, ait, de lui-même renoncé à ses projets d'exploitation pétrolière en Arctique : cela prouve que les entreprises sont parfaitement capables de comprendre la nature de ces enjeux.

Enfin, et c'est le troisième levier , la préservation de l'Arctique passe par le soutien à la recherche scientifique, seule à même de nous donner des moyens d'évaluation précis, indispensables pour une action efficace.

On ne le répétera jamais assez, et je suis heureux de le rappeler dans ce lieu dédié à la science et à son apport pour l'humanité : rien ne sera possible sans les certitudes que les scientifiques seuls peuvent nous apporter.

C'est pourquoi il nous faut les soutenir, comme je le fais, autant que possible, avec Mon Gouvernement et avec Ma Fondation. Accompagner les expéditions de Tara, accueillir à Monaco la structure de coordination sur l'acidification des océans que le laboratoire d'environnement marin de l'AIEA a créée, réaliser un atlas de la biodiversité dans le Québec Nordique par exemple, ce sont autant de manières, pour nous, de permettre à l'action de se déployer de manière éclairée, c'est-à-dire efficace.

A l'heure où il nous faut impliquer le plus grand nombre dans des décisions difficiles, c'est en outre la seule manière de travailler sur des bases universelles et objectives.

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je voudrais pour conclure vous dire que si le changement climatique est déjà une réalité en Arctique, nous avons aussi là-bas la possibilité d'œuvrer dès aujourd'hui à le contrer, à l'atténuer et à y adapter les activités humaines.

Si l'Arctique est donc, pour reprendre le thème de notre rencontre, une sentinelle avancée du réchauffement, il est aussi un témoin privilégié de ce que nous saurons faire pour sauver notre Planète, exemple essentiel du nouveau modèle économique et politique qu'il nous faut inventer pour lutter contre ce réchauffement.

Le monde entier a besoin de l'Arctique, de l'Arctique vivant, riche des peuples qui l'habitent et préservé des dangers qui le guettent. C'est pourquoi notre devoir est d'inventer en Arctique un nouveau mode de développement, une économie respectueuse des hommes et de la nature.

Pour l'illustrer cela je citerai les mots très forts d'un grand scientifique français, pour lequel j'éprouve un très grand respect, grand connaisseur, grand défenseur de l'Arctique et de ses populations, le professeur Jean Malaurie.

Il disait il y a quelques années à Monaco : « le développement durable de l'Arctique est l'un des plus grands défis offerts aux Nations Unies, à tous les organismes qui y sont liés, à toutes les Académies des sciences et des universités des grands pays riverains (...), mais aussi aux grandes nations du monde entier (...). » Il ajoutait : « l'histoire des hommes est tragique et il nous appartient qu'elle ne soit pas mortelle. »

J'espère que, tous ensemble, nous saurons relever ce défi pour que l'histoire de l'Arctique demeure vivante.

Je vous remercie.